

13e rente: et maintenant on parle - enfin - des coûts

07.03.2024

D'un coup d'oeil

Je dois reconnaître que je n'étais pas d'humeur joyeuse dimanche, à l'annonce des résultats de la votation sur la 13^e rente AVS. Pour une raison surtout: ce que je pressentais – à savoir qu'une majorité des retraités «se voteraient une hausse de leur rente» – s'est bien produit. Le sondage post votation de Tamedia indique que 78% des plus de 65 ans ont accepté l'initiative, ainsi que 68% des 50 à 64 ans, tandis que 60% des plus jeunes (entre 18 et 34 ans) l'ont rejetée. Ainsi que l'écrivait 20 Minutes, l'intérêt personnel a passé avant les idéaux.

Que les retraités modestes aient voté oui est parfaitement compréhensible. Que des gens aisés, avec de bonnes rentes du 1^{er} et 2^e pilier aient aussi accepté la 13^e rente, l'est beaucoup moins. On sait que cela a été le cas, de nombreux témoignages l'ont confirmé. Ces personnes aisées auront pu prétexter l'altruisme – aider les gens modestes – mais personne n'est dupe. Elles ont volontiers pris ce qui semblait être offert.

Cette campagne a été particulièrement difficile dans la mesure où les arguments rationnels étaient purement et simplement rejetés. Les personnes qui avaient l'intention de dire oui étaient imperméables à toute discussion. Leur opinion était faite et chaque prétexte était bon pour réaffirmer son soutien à l'initiative. C'est ainsi que j'ai pu lire sur les réseaux sociaux, répété à l'envi, qu'il y aura 70 milliards de réserves dans le fonds AVS qui ne demandent qu'à être mises à disposition, que l'AVS a fait des «bénéfices» ces dernières années (remarquez: il ne s'agit pas de «bénéfices» et aucun ne couvre le coût de la 13^e rente), que la Confédération trouve de l'argent pour tout sauf pour l'AVS, que cotiser dans l'AVS c'est un bon plan d'épargne, etc.

Les médias ont montré à l'envi des retraités précarisés sans pour autant, à l'exception de quelques titres, expliquer aussi l'existence des prestations complémentaires. Celles-ci doivent certes être demandées, mais elles sont un droit et font partie intégrante du 1^{er} pilier.

Au final, la 13^e rente a été clairement adoptée et la question du financement, comme par miracle, resurgit maintenant. Parce que quand même, tout le monde sait qu'il y a un problème. Et maintenant on est dans le dur: comment va-t-on financer ces 5 milliards? Même des politiciens de gauche estiment que la TVA ou les déductions salariales, ce n'est pas une bonne idée, à l'exemple de Gerhard Andrey (Les Verts) à Forum sur RTS La Première. Tout le monde se pose la question et personne n'a encore de bonne réponse. C'est un peu le lendemain de «cuite»: on a bien fait la fête, mais on se dit qu'on ne le refera plus, car on se sent trop mal. L'USS va jouer l'attentisme et laisser à la droite et au centre la vilaine tâche d'augmenter les impôts. Mais au moins parlera-t-on de ce qui a été occulté ces derniers mois: le financement. Il n'y a pas d'argent magique, et les Suisses le savent.

Cette opinion a paru dans l'AGEFI le 6 mars 2024.

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch